

TRIBUNAL NEUTRE

Rue Cité-Derrière 17 Case postale 1014 Lausanne

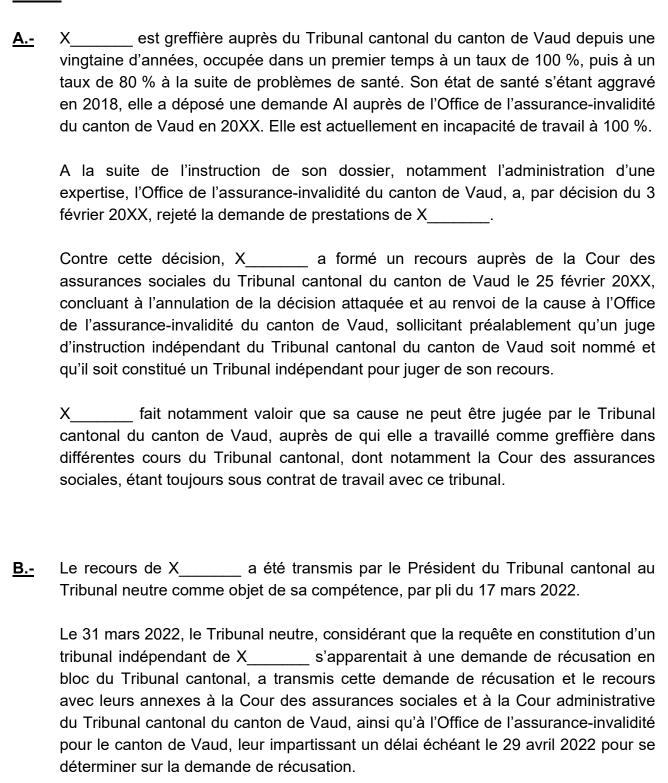
Réf.: TN 1/2022

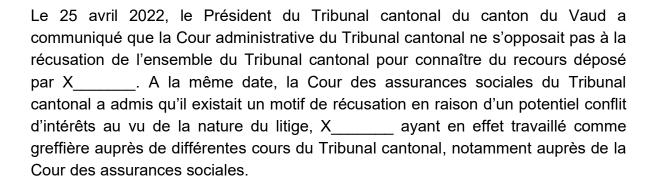
Arrêt du 6 septembre 2022

Composition :	MM. les Juges Alain Thévenaz, Président, Jean-Yves Schmidhauser, Jacques Dubey, Olivier Derivaz et Olivier Gaillard
Requérante :	X, domiciliée, 1000 Lausanne
<u>Autorité intimée</u> :	Tribunal cantonal , Palais de justice de l'Hermitage, Route du Signal 8, 1014 Lausanne
<u>Objet</u> :	demande de récusation du Tribunal cantonal dans le litige opposant la requérante à l'Office cantonal de l'assurance-invalidité pour la Canton de Vaud, Avenue Général-Guisan 8, 1800 Vevey

* * * * *

En fait:





Antérieurement, le 19 avril 2022, l'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud a informé le Tribunal neutre qu'il n'avait pas d'observation particulière à faire et qu'il s'en remettait à justice.

C.- Le Tribunal neutre n'a pas ordonné d'autre mesure d'instruction.

En droit:

- L'acte de recours du 22 février 2022 contient la demande que soit nommé un juge d'instruction indépendant du Tribunal cantonal du canton de Vaud et qu'il soit constitué un tribunal indépendant pour juger de son recours. Cette conclusion peut être interprétée comme une requête de récusation formulée par la recourante, visant l'ensemble des membres du Tribunal cantonal. Conformément à l'art. 11 al. 4 LPA, le Tribunal neutre est l'autorité compétente pour statuer sur une telle demande. C'est donc à juste titre que le Président du Tribunal cantonal lui a transmis le dossier de la cause, conformément à l'art. 7 al. 1 LPA
- 2.- Une requête de récusation est subordonnée à un intérêt de la part du requérant, ce qui est également valable auprès du Tribunal neutre, comme pour toute voie de droit (ATF 127 III 429, consid. 1b page 431).



En l'espèce, X______, qui a déposé une requête de récusation en même temps que son acte de recours, dispose en soi d'un intérêt légitime à demander la récusation des membres du Tribunal cantonal en bloc et à ce qu'il soit statué sur la question de savoir si la cause peut être instruite et jugée par des membres du Tribunal cantonal, auprès duquel elle est greffière. Sa requête de récusation est donc recevable sous cet angle et a été manifestement déposée en temps utile (art. 10 al. 2 LPA).

3.- Une requête de récusation doit non seulement être déposée en temps utile. Encore faut-il que, conformément au principe de la bonne foi, les motifs de récusation soient invoqués dès que possible, à défaut de quoi le requérant est réputé y avoir renoncé (ATF 129 III 445 consid. 4.2.2.1 pages 465s). En l'espèce, X______ se borne à invoquer son appartenance au Tribunal cantonal comme motif de récusation, sans autre développement. Elle invoque uniquement que, dans les circonstances très particulières de son cas, un tribunal indépendant du Tribunal cantonal doit être constitué et qu'un juge d'instruction indépendant doit être nommé.

La question de savoir si de tels motifs sont suffisants peut être posée. Elle souffre toutefois en l'espèce de rester indécise.

4.- Comme le Tribunal neutre a déjà eu l'occasion de le constater, la récusation doit demeurer l'exception, notamment en cas de récusation en bloc d'un tribunal, une requête dans ce sens ayant pour effet de soustraire la cause à la connaissance du juge ordinairement prévu par la loi. Un risque de prévention doit dans ces conditions ne pas être admis trop facilement, sous peine de contrecarrer le fonctionnement normal des tribunaux légalement institués. La récusation doit se justifier par des motifs particulièrement importants (ATF 122 II 471 consid. 3b pages 476s.), qu'il appartient à l'auteur d'une demande de récusation d'indiquer de manière précise. Le requérant doit en particulier expliquer en quoi le tribunal dont la récusation est demandée serait empêché de juger convenablement sa cause (ATN 1/2011 consid. 4). Dans tous les cas, la récusation ne doit être admise qu'en raison

de circonstances particulières et de manière restrictive (J. Dubey, *Droits fondamentaux, volume II : Libertés, garanties de l'état de droit, droits sociaux et politiques, Bâle* 2018, page 871).

Le Tribunal fédéral a exprimé que l'esprit de collégialité ne suffit pas à lui seul pour reconnaître un motif de récusation (ATF 105 1b 301 consid. 1d page 304). Des motifs propres à l'affaire autres que des motifs généraux de simple collégialité doivent être reconnus pour admettre la récusation (ATF 1B 123 2010 consid. 3).

En l'espèce, la requérante n'invoque aucune autre circonstance spécifique à l'affaire, hormis son appartenance au Tribunal cantonal, auprès de qui elle travaille. Elle n'explique pas en quoi cette situation de relative proximité empêcherait les juges de la Cour des assurances sociales de rendre une décision sur son affaire en toute indépendance et impartialité. On ne sait d'ailleurs pas si la requérante est toujours inscrite au nombre des greffiers de cette cour, qu'elle ne fréquente en tout état de cause vraisemblablement pas depuis l'année 2018, date de l'aggravation de son état de santé. Hormis ce motif objectif de portée générale, la requête de récusation ne démontre pas en quoi la situation serait susceptible de faire redouter, ne serait-ce qu'au niveau des apparences, une attitude partiale des juges, in casu. Il n'est pas non plus démontré que le Tribunal cantonal ne pourrait pas siéger dans la composition d'une cour dont les membres n'auraient aucun lien personnel avec la requérante, hors le fait d'appartenir à la même instance judiciaire. En effet, même si l'affaire a trait en l'occurrence à un litige en matière d'invalidité et donc à la question de l'appréciation de la capacité de travail de la recourante et même si par hypothèse il s'agirait d'apprécier l'aptitude de la recourante à œuvrer au sein du Tribunal cantonal, plus particulièrement de sa Cour des assurances sociales, il est difficilement concevable qu'aucun des 44 juges cantonaux en fonction et qu'aucun juge suppléant n'entretienne aucune relation professionnelle et / ou personnelle avec l'intéressée, ce qui garantirait à cette dernière que sa cause soit jugée par un magistrat impartial. Cela est d'autant plus vrai pour la Cour des assurances sociales, qui peut statuer à trois ou deux juges, voire à un juge, faisant appel pour le surplus à des assesseurs (art. 37 al. 1 du Règlement organique du Tribunal cantonal (ROTC) du 13 novembre 2007). Dans tous les cas, le Tribunal cantonal peut sans aucun doute composer une cour ad hoc adéquate pour éviter la réalisation d'un cas de récusation.



Le seul fait que la Cour des assurances sociales et que la Cour administrative du Tribunal cantonal ont admis l'existence d'un motif de récusation, respectivement ne se sont pas opposées à la récusation demandée, n'est pas en soi déterminant. Comme la récusation doit demeurer l'exception, elle ne doit être admise que si le motif de récusation est objectivement avéré.

Partant, sur la base du seul motif avancé par la requérante, à savoir son appartenance à diverses cours du Tribunal cantonal, la récusation de l'ensemble des juges du Tribunal cantonal ne peut être admise. Il n'y a dans ces conditions pas lieu de faire droit à sa conclusion tendant à la désignation d'un juge d'instruction indépendant et à la constitution d'un tribunal indépendant pour juger de son recours. Sa requête doit par conséquent être écartée.

<u>5.-</u> Compte tenu de la nature particulière de l'affaire, le Tribunal neutre renonce à la perception d'un émolument de justice auprès de la requérante (art. 3 al. 2 TFTN). Il n'est pas alloué de dépens.

* * * * *

Par ces motifs, le Tribunal neutre prononce :

<u>rai (</u>	es mons, le mondial neune prononce	<u>.</u>	
l.	La requête tendant à la désignation d'un juge d'instruction indépendant du Tribuna cantonal du canton de Vaud et à la constitution d'un Tribunal indépendant es rejetée dans la mesure de sa recevabilité.		
II.	Il n'est pas perçu de frais ni alloué de d	épens.	
Laus	anne, le 6 septembre 2022		
Au n	om du Tribunal neutre du canton de Vaud		
	Le Président :	Un juge :	
	Alain Thévenaz	Olivier Derivaz	
Le p	•	orouvée à huis clos, est notifié ce jour par	
-	X, par l'intermédiaire de son co	onseil, Me Y, avocat à Lausanne ;	
-	La Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal du canton de Vaud ;		
-	La Cour administrative du Tribunal cant	onal ;	

- L'Office cantonal de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud.



Indication des voies de droit :

Le présent arrêt peut faire l'objet, dans les trente jours suivant sa notification, d'un recours au Tribunal fédéral. Le recours en matière de droit public s'exerce aux conditions des articles 82 ss de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF; RS 173.110). Le recours constitutionnel subsidiaire s'exerce aux conditions des articles 113 ss LTF. Le mémoire doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, les motifs et les moyens de preuve ; il doit être signé.

Les motifs doivent exposer succinctement en quoi l'acte attaqué viole le droit. Les pièces invoquées comme moyens de preuve doivent être jointes au mémoire, pour autant qu'elles soient en mains de la partie ; il en va de même de la décision attaquée si le mémoire est dirigé contre une décision. La violation de droits fondamentaux, ainsi que celle de dispositions de droit cantonal ou intercantonal, doit être invoquée et motivée par le recourant.

Du

Le greffier

David EQUEY